

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CAUDRY

SÉANCE DU MARDI 3 DÉCEMBRE 2024 – 18 h 30 –

DÉLIBÉRATION DAJS/03-12-2024/Q3

Date de convocation : 26 Novembre 2024

**Le Conseil Municipal de CAUDRY s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance publique,
sous la présidence de Monsieur BRICOUT Frédéric, Maire**

Nombre de conseillers en exercice : 33

Membres présents : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, Mme BERANGER Agnès, M. BONIFACE Didier, Mme TRIOUX-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme DAUCHET Martine, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, Mme CHATELAIN Nathalie, M. DEUDON José, Mme NAVEZ Patricia, Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémy, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, Mme DISDIER Mélanie, M. BAJODEK Alban, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Membres absents ayant donné procuration :

Mme PRUVOT Brigitte : procuration à Mme DISDIER Mélanie
M. DECALION Ismaël : procuration à M. DEUDON José
M. BALEDENT Matthieu : procuration à Mme MATON Audrey

Membre absent :

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

OBJET : AVENANT - MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF « PETITS DÉJEUNERS » DANS LA COMMUNE DE CAUDRY – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur Antoine HISBERGUE, Conseiller Municipal, expose :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, adoptée par le Gouvernement en 2018, prévoit d'encourager, dans les écoles primaires situées dans des territoires en difficulté sociale, la distribution de petits déjeuners gratuits, sur le temps périscolaire ou scolaire, selon le choix de l'école et de la commune.

L'objectif du dispositif est double :

- il doit participer à la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires;

- un volet éducatif accompagne cette distribution afin d'apporter aux élèves une éducation à l'alimentation permettant de développer un projet pédagogique et éducatif.

Pour mémoire, par délibérations du 22 septembre 2021, du 26 octobre 2022 et du 28 novembre 2023, l'assemblée avait autorisé Monsieur le Maire à signer avec le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports la convention de mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » au sein de l'école Batisse et Laïte pour l'année scolaire 2021-2022 et deux avenants pour l'école Jean Lebas pour l'année 2022-2023 et pour l'école Françoise Dolto pour l'année 2023-2024.

Attentive au bon développement de l'enfant, à sa réussite et à sa santé, la Ville de Caudry souhaite renouveler ce dispositif cette année au sein de l'école Jean Lebas pour les classes de la toute petite section à la grande section à tour de rôle (effectif moyen de 34 élèves par semaine) pour l'année scolaire 2024-2025.

Des petits déjeuners seront ainsi servis, pendant le temps scolaire, aux élèves des classes concernées, une fois par semaine, à compter du jeudi 09 janvier 2025.

Le présent avenant définit la contribution financière versée par l'État, au titre de la participation à la mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » assurée par la Ville de Caudry.

La participation de l'État est calculée sur la base d'un forfait d'1,30 € par élève et par petit déjeuner.

Il n'y aura aucun reste à charge pour les familles.

Dans ce cadre, Monsieur HISBERGUE propose au conseil municipal :

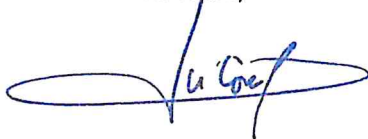
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer avec le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports l'avenant de renouvellement du dispositif « Petits déjeuners » au sein de l'école Jean Lebas pour l'année scolaire 2024-2025 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document y afférent et à accomplir toutes formalités en résultant.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,



Frédéric BRICOUT



Le secrétaire de séance,



Ophélie DEMARQUE

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE PAR
TRANSMISSION EN SOUS-PRÉFECTURE

09 DEC. 2024

AVENANT À LA CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF « PETITS DÉJEUNERS » DANS LA COMMUNE DE

CAUDRY

Vu la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

Vu la convention de mise en œuvre du dispositif « petits déjeuners » en date du 22/09/2021 ;

Vu les avenants à la convention de mise en œuvre du dispositif « petits déjeuners » en date des 28/10/2022 et 07/12/2023 ;

Vu les délibérations du conseil municipal de la commune de CAUDRY en date du 22/09/2021, du 26/10/2022 et 28/11/2023 ;

Entre :

Le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse (MENJ) représenté par monsieur Olivier COTTET, directeur académique des services de l'éducation nationale du NORD, agissant sur délégation de Madame Valérie CABUIL, recteur de l'académie de LILLE

et

Le maire de la commune de CAUDRY, Monsieur Frédéric BRICOUT

Préambule

Considérant que la promotion de la santé à l'école s'appuie sur une démarche globale et positive permettant de favoriser le bien-être des élèves et que l'alimentation des élèves a une importance capitale pour leur développement et leurs capacités d'apprentissage, il importe de renforcer l'éducation à l'alimentation dans le cadre d'un environnement instaurant un climat de confiance et de réussite pour tous les élèves et, pour certains, de répondre à des difficultés liées à des inégalités sociales.

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, adoptée par le Gouvernement en 2018, prévoit d'encourager, dans les écoles primaires situées dans des territoires en difficulté sociale, la distribution de petits déjeuners, sur le temps périscolaire ou scolaire, selon le choix de l'école et de la commune.

Ce dispositif doit participer à la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} — Objet de l'avenant

Le présent avenant formalise l'organisation du dispositif « Petits déjeuners » dans les classes des écoles suivantes de la commune :

L'école maternelle JEAN LEBAS (à tour de rôle, sur 3 semaines, les élèves de Grande section et Moyenne section (30), Grande et Moyenne-Petite section (31), Moyenne-petite section, Toute petite et Petite section (34)

La distribution des petits déjeuners sera organisée une fois par semaine, le jeudi, sur le temps scolaire (temps d'apprentissage) par le personnel enseignant et le personnel communal.

Soit un total prévisionnel de 600 petits déjeuners pour un effectif prévisionnel de 34 élèves.

Article 2 — Durée de l'avenant

Le présent avenant est conclu pour l'année scolaire 2024/2025 (du 09/01/2025 au 03/07/2025, soit 19 semaines).

Il peut être dénoncé avant son terme soit par accord écrit entre les parties, soit par l'une des parties, par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, moyennant le respect d'un préavis d'un mois.

Article 3 — Obligations de la commune bénéficiaire

Les personnels communaux auront en charge l'acheminement et l'entreposage des denrées alimentaires, dans le respect des dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sécurité et à l'hygiène alimentaires définies par l'agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES).

Hors temps scolaire, la commune mettra en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité des élèves qui lui sont confiés. Si elle fait appel à des personnels enseignants pour assurer la surveillance, ces enseignants sont alors placés directement sous la responsabilité de la collectivité qui les emploie pour la durée de ce temps de surveillance.

La commune s'engage à signaler au directeur académique des services de l'éducation nationale toute difficulté rencontrée dans la mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners ».

Article 4 — Obligations du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse

Le MENJ s'engage à contribuer, sur la base d'un forfait par élève de 1,30€ en métropole et 2€ en outre-mer, à l'achat des denrées alimentaires consommées par les élèves.

Autour de la distribution des petits déjeuners, les personnels enseignants des écoles concernées conduiront, durant le temps scolaire, un projet pédagogique d'éducation à l'alimentation.

L'équipe éducative de l'école communiquera avec les familles sur le dispositif (denrées alimentaires distribuées, modalités d'organisation, projet pédagogique associé) afin de les associer et d'éviter le risque d'une double prise de petit déjeuner, en utilisant si besoin le flyer mis à disposition sur Eduscol¹.

Article 5 — Montant de la subvention

Pour la commune de **CAUDRY**, compte tenu du périmètre indiqué à l'article 1, cette subvention prévisionnelle s'élève à 780 €

Le MENJ s'acquittera de cette subvention sur les crédits du programme 230 « vie de l'élève », action 4 « action sociale », titre 6, catégorie 63, compte PCE 6531 230000, code activité 0230 00 CSCE 09 « FDP-fonds petits déjeuners ».

Un arrêté attributif de subvention émis par le directeur académique des services de l'éducation nationale fixera le montant de la participation du MENJ à la mise en œuvre du dispositif.

Article 6 — En cas de modification des conditions d'exécution

En cas de modification des conditions d'exécution concernant le nombre de jours par semaine ou le nombre de classes participantes, un avenant à la convention permettra d'en modifier les termes et éventuellement d'ajuster le budget de l'opération.

Article 7 — Modalités financières

Les modalités financières sont déclinées à l'article 7 de la convention de mise en œuvre du dispositif « petits déjeuners » citée en référence et prévoient, notamment, une avance de 30 % du montant prévisionnel de la subvention fixée à l'article 5, versée dès la signature de l'avenant à la convention.

Les versements seront effectués sur le compte bancaire ouvert au nom du bénéficiaire :

BANQUE : 30001 00251 i5930000000 97

IBAN N° : FR75 3000 1002 51i5 9300 0000 097

BIC : BDFEFRPPCCT

Le comptable assignataire des paiements est :

TRÉSORERIE DE CAUDRY
46 rue Aristide BRIAND
59540 CAUDRY

Article 8 — En cas de non-respect des obligations par la commune bénéficiaire

Les services académiques émettront un ordre de reversement des sommes perçues en cas d'inexécution par la commune de **CAUDRY** des obligations nées du présent avenant.



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 09/12/2024

Reçu en préfecture le 09/10/2024

Publié le

ID : 059-215901398-20241203-DEL031224_Q3-DE

Division
vie des établissements

Article 9 — Réalisation du présent avenant

Le présent avenant n'entrera en vigueur qu'après signature par les parties contractantes (MENJ et commune bénéficiaire).

Le recteur de l'académie de LILLE et le maire de la commune de **CAUDRY** sont chargés de la réalisation du présent avenant.

Fait en double exemplaire à Caudry, le

Le maire de la commune de CAUDRY
Conseiller départemental

Pour le recteur et par délégation
Le directeur académique des services de
l'éducation nationale du NORD

Monsieur Frédéric BRICOUT

Monsieur Olivier COTTET

1 <http://eduscol.education.fr/cid139571/les-petits-dejeuners.html>

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Caudry
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte : **DEL031224_Q3**
Objet : **Avenant ? Mise en ?uvre du dispositif
« petits-déjeuners » dans la commune de Caudry ?
Autorisation de signature**
Type de transaction : Transmission d'actes
Date de la décision : 2024-12-03 00:00:00+01
Nature de l'acte : Délibérations
Documents papiers complémentaires : NON
Classification matières/sous-matières : 8.1 - Enseignement
Identifiant unique : 059-215901398-20241203-DEL031224_Q3-DE
URL d'archivage : Non définie
Notification : Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : DEL031224_Q3.pdf Nom métier :	application/pdf	844 Ko
99_DE-059-215901398-20241203-DEL031224_Q3-DE-1-1_1.pdf		
Annexe (Fichier de signature électronique) Nom original : Q3.pdf Nom métier :	application/pdf	105.1 Ko
99_SE-059-215901398-20241203-DEL031224_Q3-DE-1-1_2.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	9 décembre 2024 à 14h57min37s	Dépôt initial
En attente de transmission	9 décembre 2024 à 15h39min07s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	9 décembre 2024 à 16h44min39s	Transmis au MI
Acquittement reçu	9 décembre 2024 à 17h40min23s	Reçu par le MI le 2024-12-09